Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 37 (1979)

Heft: 4

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Histoire d'un autre socialisme[1]

En 1972, il a été rendu compte ici même de l'«Anthologie socialiste colinsienne» dont l'auteur, M. Ivo Rens, est professeur d'histoire des doctrines politiques à l'Université de Genève. Après une «Introduction au socialisme rationnel de Colins», M. Rens s'associe à M. William Ossipow pour publier à présent le troisième et dernier volume consacré à la doctrine de Jean-Guillaume Colins de Ham (1783–1859). Il s'agit de retracer l'histoire de l'Ecole colinsienne, de son affirmation vers 1840 jusqu'à sa disparition quasi totale en 1940. Même s'il a consacré des années de travail à sortir de l'oubli l'une des nombreuses formes du socialisme des sectes que compta le XIXe siècle et si la sympathie qu'il éprouve à l'égard des figures de proue du colinsisme paraît évidente, M. Rens ne se fait aucune illusion sur l'influence exercée par cette étrange doctrine. «L'Ecole colinsienne eut un impact théorique et pratique extrêmement ténu», écrit-il dans sa conclusion.

Rejetant la civilisation bourgeoise, industrielle et capitaliste, Colins a le matérialisme en horreur. Il entend lui substituer une forme de rationalisme dont le fondement est pourtant manifestement métaphysique et repose sur une curieuse distinction absolue entre les êtres et les choses; parmi ces dernières figurent les animaux à qui il dénie toute sensibilité. Les contradictions apparentes et les paradoxes foisonnent aux yeux de quiconque considère cette doctrine de l'extérieur. La propriété privée du sol est condamnée avec véhémence par ces socialistes qui ne paraissent pourtant pas se préoccuper ni peut-être même savoir ce qu'en pensaient de leur côté Proudhon ou Walras à la même époque. Les Colinsiens ne se font pas moins les apôtres de l'économie de marché, fondées sur la concurrence à laquelle se livreraient une multitude de très petites cellules de production. Agathon de Potter, qui parvint à maintenir les liens entre les disciples de Colins malgré les tentatives de déviations et même de schismes, s'engagea à fond dans la campagne en faveur de la nationalisation du sol; cet aristocrate ne vécut cependant que du revenu de riches fermes familiales dont il avait hérité dans la Flandre occidentale. C'est avec ces ressources qu'il finançait les actions en faveur de la nationalisation du sol. Un autre disciple de Colins, de Masquard, grand viticulteur français, se lançait par ailleurs dans la propagande en faveur de l'abstinence. L'Ecole se disait socialiste, mais la plupart de ses membres abhorraient la démocratie, lui préférant de beaucoup le régime plus musclé du prince de Bismarck ou celui du Tsar de toutes les Russies. Au début de ce siècle, les Colinsiens et ce qui restait de Fouriéristes puisaient souvent à la même source d'inspiration: l'Action française. En Belgique cependant, l'Ecole fit fréquemment cause commune avec le socialisme politique. Isolés dans un monde qui persistait à les ignorer, manquant d'une envergure intellectuelle suffisante, les Colinsiens n'influencèrent réellement ni la pensée de leur époque ni les structures politiques, économiques et sociales de leur société.

Le livre de M. Rens est fort agréablement écrit, et bien vite le lecteur éprouve un intérêt réel à suivre cette longue histoire de l'une des nombreuses utopies qui vit le jour au siècle dernier. Le talent de l'auteur était indispensable pour traiter pareille matière. Quant au fond, la lecture de cet ouvrage est évidemment précieuse pour quiconque veut approfondir sa

connaissance des aspects sociaux et politiques du XIXe siècle industriel. Enfin, il est aujourd'hui de plus en plus difficile pour certains de comprendre clairement, à défaut d'études semblables, à qui se référait Karl Marx lorsqu'il parlait du socialisme des sectes. On pense immédiatement à Saint-Simon, plus exactement à ses disciples, ou à Owen, à Charles Fourier. Il y eut certainement bien d'autres Ecoles de ce genre, à présent tombées dans l'oubli. Le Colinsisme en est une. Il n'est certainement pas étranger à la haute idée que Marx se faisait de son «socialisme scientifique», car en ce domaine tout, finalement, est affaire de comparaison. Enfin, une question ne manquera pas de se poser à l'esprit du lecteur. Comment se fait-il que le XIXe siècle fut si riche en bâtisseurs de systèmes sociaux et de colonies expérimentales en Amérique, alors que les créateurs d'utopies sociales sont beaucoup plus rares à notre époque? Il y a vraisemblablement plusieurs raisons à cela. Par exemple, vivre des rentes assurées par l'héritage, comme le fit Agathon de Potter, n'est pratiquement plus possible. Même si les penseurs doivent à présent gagner leur vie, ce qui présente l'avantage de ne pas leur faire perdre tout contact avec les réalités.

FRANÇOIS SCHALLER

L'or jaune et l'or noir[2]

Après la dernière guerre et en particulier depuis le milieu des années 60, l'histoire du système monétaire international est singulièrement mouvementée. Chacun éprouve aujourd'hui quelques difficultés à se souvenir de tous les événements et à les situer dans le temps. Le mécanisme précis de certaines innovations est parfois oublié. Il manquait un ouvrage qui, partant de la description rapide de l'étalon-or classique, s'étende ensuite sur les particularités de l'Accord de Bretton Woods et suive l'évolution des rapports monétaires internationaux jusqu'en 1976. Cette lacune est comblée. L'auteur qui s'est livré à semblables recherches, M. Jean Carrière, est juriste, diplômé de l'ENA, ancien haut fonctionnaire international et actuellement Directeur général du SEITA, le Service français d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes.

De la création des eurodollars à l'échec du «Serpent monétaire», tout est défini, décrit, expliqué avec beaucoup de méthode et une très grande clarté. Même les projets abandonnés, tel le CRU (Collective Reserve Unit) que soutenait la France avant qu'elle y renonce elle-même au début de 1965, sont passés en revue. Pour permettre au lecteur de se situer toujours dans le temps, une annexe historique mentionne toutes les dates marquantes de l'évolution monétaire, du rétablissement de la convertibilité en or de la livre sterling en 1819 à l'abolition du prix officiel de l'or le 31 août 1975. Enfin, cinq autres annexes reproduisent des extraits des principales décisions et résolutions adoptées par les autorités monétaires internationales (Gouvernements, Groupe des Dix, Groupe des Vingt, Conseil des gouverneurs des banques centrales) de 1964 à 1975. Un tel ouvrage, dont le caractère est essentiellement historique, ne peut pas vieillir. Quiconque désire obtenir une précision, une date, un chiffre, une explication sur le fonctionnement des droits de tirage spéciaux ou sur celui du «Serpent monétaire» trouvera très rapidement ce qu'il cherche dans ce précieux petit livre.

Toutefois, l'auteur ne pouvait se contenter de narrer et d'expliquer. Sa forte personnalité et sa vaste expérience devaient l'engager à prendre parti au sujet des problèmes évoqués. Cela accroît encore l'intérêt que prend le lecteur à suivre cette histoire commentée,

d'autant plus que les jugements portés par l'auteur sur les événements qu'il a vécus de près ne manquent pas de courage. M. Carrière ne s'entoure pas de mille réserves lorsqu'il se prononce sur l'avenir de l'or ou sur le retour à la fixité des changes. Plus de trois ans après la publication de l'ouvrage, les faits semblent lui donner raison. Selon lui, par exemple, «l'or n'est plus une monnaie: il est devenu un trésor. L'étalon-or est cette fois bien mort. Mais l'or n'a pas fini de faire parler de lui» et restera, pendant longtemps encore, le trésor par excellence. Son prix demeurera à tout jamais très élevé et sa démonétisation ne signifie nullement une baisse de sa valeur ou un désintéressement du public à son égard. Il faut néanmoins s'incliner devant le fait qu'à l'époque où la monnaie se crée, grâce au développement de la mécanographie, par la perforation de simples trous dans une carte, l'étalon-or est dépassé. Il l'était même avant ce 31 août 1975 où le Conseil des gouverneurs du FMI décida l'abolition du prix officiel de l'or.

La décision prise à Bâle, en mars 1972, de créer un «Serpent» et de le faire entrer dans le tunnel est considérée par l'auteur comme une tentative infructueuse de rétablir des changes fixes. En effet, «il n'est pas trop fort de parler d'échec» à propos du «Serpent» (p. 166). En juin 1972, la livre anglaise flottait; elle allait être imitée le 15 février 1973 par la lire italienne et le 19 janvier 1974 par le franc français. Dès lors, que restait-il au «Serpent» de son caractère communautaire? Très justement à notre sens, M. Carrière recherche les raisons de cet échec au-delà des problèmes du moment et des circonstances politiques. Il remonte à l'inflation qui lui paraît être un phénomène de civilisation, la résultante d'un relâchement profond et durable des disciplines internes du capitalisme. C'est pourquoi l'espoir de revenir à un système de parités fixes, qui suppose une stabilité de base des monnaies ou au moins des principales d'entre elles, est une illusion. Le débat entre partisans des parités fixes et zélateurs des changes flottants est donc un faux débat, «car la réalité l'a tranché: un régime de parités fixes n'est plus praticable aujourd'hui» (p. 191). A moins, évidemment, que les nations industrielles ne se resaisissent et ne parviennent à résoudre leur problème de civilisation, c'est-à-dire à juguler l'inflation... Nous verrons bien, au cours des années qui viennent, ce qu'il adviendra du SME.

Ajoutons qu'un lecteur suisse de cet excellent ouvrage s'aperçoit avec plaisir que le Président du Directoire de la BNS est toujours présent, lorsque de grands problèmes sont agités. C'était le cas de M. E. Stopper, à Washington, au Groupe des Dix, en décembre 1971, et c'est aussi celui de M. F. Leutwiler, à Washington également, le 31 août 1975. L'essentiel, en ce domaine, est bien d'avoir un certain potentiel derrière soi et de s'affirmer lorsque c'est opportun, beaucoup plus que d'adhérer formellement à des organisations dont l'utilité n'est pas toujours démontrée.

FRANÇOIS SCHALLER

La civilisation technicienne à la dérive [3]

L'ouvrage que viennent de publier MM. Orio Giarini et Henri Loubergé, professeurs à Genève et membres de plusieurs organisations internationales, se distingue à plus d'un titre des nombreuses publications consacrées récemment à la crise de la société industrielle. Il ne s'agit pas d'une critique acerbe de notre civilisation, critique d'inspiration plus ou moins politique, ni d'une opposition hargneuse à toute forme d'économie et à la pensée économique en particulier. L'opinion des auteurs a d'autant plus de poids.

Ensuite, la cause profonde de nos difficultés n'est pas celle qui est généralement dénoncée dans des études de ce genre. On sait que pour les uns, le monde est menacé par l'épuisement des matières premières (Club de Rome). Pour d'autres, par un phénomène d'accélération de l'entropie, c'est-à-dire par la transformation d'énergie libre en énergie liée et donc inutilisable par l'homme (N. Georgescu-Roegen). Ailleurs encore, c'est l'accumulation des déchets sécrétés par la société de consommation qui nous perdra (René Passet). On ne retrouve rien ici de ces visions d'apocalypse. Le ton est plus serein et toute propension à la sinistrose et au catastrophisme est bannie. Non pas que les auteurs soient particulièrement optimistes, mais peut-être y a-t-il effectivement pas de raisons de l'être.

Pour MM. Giarini et Loubergé, la crise que nous traversons est de nature technique. Elle tient essentiellement aux rendements décroissants de la technologie et à la stagnation du progrès technique. Celui-ci a des limites dont nous nous rapprochons. Aussi sommes-nous peut-être à la veille de déboucher sur une nouvelle civilisation, celle de l'ère post-industrielle dont les auteurs nous fournissent (enfin...) une définition permettant l'analyse. Ce futur ne réside pas dans l'extrapolation du stade qui était le nôtre hier encore. Les conditions du milieu ayant changé de visage, l'ère post-industrielle surgit au moment où le système économique monétarisé ne peut plus fonctionner sans devoir effectuer sur l'environnement non monétaire des prélèvements tels que le bien-être global n'augmente plus.

La croissance économique extraordinaire que nous avons connue au cours des dernières décennies a ses racines dans le mariage historique entre la science et la technologie, au XIXe siècle. Comment a-t-on pu imaginer que les effets de ce processus allaient se perpétuer indéfiniment? Nous en avons, aujourd'hui, épuisé les bienfaits. Alvin Toffler est dans l'erreur: le choc du futur appartient au passé. Actuellement apparaissent les premiers symptômes d'une décroissance des rendements de la technologie. D'un côté les coûts s'élèvent alors que de l'autre les bienfaits diminuent. Ainsi naît une divergence entre la croissance économique et l'augmentation du bien-être. La productivité globale de tout investissement en R-D tend à présent vers zéro. S'en prenant à l'idée communément admise d'un racourcissement du délai qui sépare l'invention de laboratoire de la mise en vente du produit nouveau, nos auteurs dénoncent au contraire l'inexorable ralentissement de l'innovation technologique. Ils démontrent ce phénomène en s'appuyant sur des faits significatifs. Toute découverte au niveau de la recherche fondamentale n'a que très peu de chances de devenir utilisable avant vingt ans. L'évolution se traduit par la baisse de l'investissement dans la R-D, par celle du taux de succès de la recherche, et enfin par l'accroissement du délai entre recherche et invention aussi bien qu'entre celle-ci et l'innovation. Les rendements décroissants de la technologie témoignent de la nature essentiellement biologique du processus économique, alors que la théorie économique repose depuis fort longtemps sur des schémas mécaniques. Notons au passage que cette dernière critique rejoint celle de René Passet et surtout celle de Georgescu-Roegen.

Le progrès technique a été la cause principale de la croissance. Pourtant, jamais les économistes ne sont parvenus à faire figurer la technologie parmi les facteurs de production. Ils se sont bornés à s'y référer sous forme de «facteur résiduel». Après tout, disent-ils, la technique se manifeste dans la combinaison du travail et du capital; il serait donc opportun de s'en tenir à ces deux facteurs. Telle n'est pas l'opinion de nos auteurs qui, dans une annexe en fin d'ouvrage consacrée à «la technologie et la fonction de production», tendent à démontrer que la première est un facteur de production autonome. Au même titre que les

deux autres, ce facteur est soumis à la loi des rendements décroissants. Reprenant à leur compte la thèse de Gimpel sur le caractère cyclique du développement des techniques, nos auteurs envisagent comme probable le fait que notre civilisation occidentale connaisse aujourd'hui un plateau technologique qui pourrait se prolonger fort avant dans le troisième millénaire.

Cette étude privilégie *un* aspect de la crise ou de la mutation que nous vivons. Fort probablement, la cause dénoncée ici n'est pas exclusive d'autres circonstances, comme par exemple l'entrée du tiers monde dans le concert des nations industrielles. Mais, suivons MM. Giarini et Loubergé. Ils n'annoncent pas la fin de l'économie, car selon eux «l'écologie ne peut avoir d'autre ambition que de proposer une meilleure économie», et il est certain que «l'économie a un rôle fondamental à jouer». Soit, mais quel rôle? On nous dit que la comptabilisation des valeurs d'échange n'est pas plus scientifique que toute autre. Admettons-le pour l'instant; il n'empêche qu'elle a sur la comptabilisation des valeurs d'usage un avantage qu'Adam Smith a déjà relevé et qui nous paraît décisif: elle est possible. Ainsi, la thèse des auteurs nous paraît impliquer non pas une orientation nouvelle de l'économie, mais sa fin. A moins de jouer sur les mots, on ne voit pas quel pourrait être encore l'apport d'une discipline lorsque sont abandonnées *toutes* les hypothèses fondamentales sur lesquelles elle repose. Ceci est d'ailleurs de peu d'importance en soi car à notre époque, bien d'autres métiers que celui de l'économiste ont été abandonnés ou sont en voie de l'être. Nos auteurs ont très bien vu que les effets d'une telle rupture ne pouvaient se limiter au seul domaine de l'économie. Ils parlent du réexamen nécessaire de l'organisation politique des nations, de l'éclosion possible d'une nouvelle civilisation basée sur la notion du bien-être. L'enjeu est donc de taille. Si nous voulons éviter le chaos, il vaudrait la peine de nous en dire davantage sur l'outil de mesure du bien-être ainsi que sur les possibilités de sauvegarder l'indépendance du citoyen lorsque certains se poseront en arbitres de leurs besoins. Car tel est finalement le problème fondamental que ne font qu'introduire MM. Giarini et Loubergé dans leur passionnant ouvrage.

FRANÇOIS SCHALLER

Les Raisons de l'Espoir[4]

Il suffit à un ouvrage de philosophie politique d'être bien pensé pour être enrichissant. Si, de surcroît, l'auteur a le don d'écrire, les lecteurs l'apprécieront doublement. C'est le cas du livre que M. Georges-André Chevallaz, Conseiller fédéral, a publié aux Editions de l'Aire. Ne cherchons ni programme électoral, ni consigne de parti, ni plaidoyer quelconque. M. Chevallaz se contente de répondre aux questions que lui pose M. Claude Jaquillard. Convaincre ou convertir n'est pas le but de l'exercice. Un homme d'Etat dit ce qu'il pense de la politique, sans fard, sans la moindre grandiloquence, en un style au contraire ramassé, rapide et d'autant plus percutant.

Pourquoi a-t-on jugé que ces pages s'inspiraient d'un certain pessimisme? Tout dépend du sens que l'on prête aux mots. A aucun moment nous n'avons éprouvé ce sentiment, même lorsque l'auteur évoque Guillaume le Taciturne. D'ailleurs, un esprit pessimiste ne s'attacherait pas à nous dire ses raisons d'espérer. Il s'agit ici d'exposer la philosophie dont s'inspire la politique suisse depuis fort longtemps et qui correspond précisément à ce que le Conseiller fédéral vaudois a toujours ressenti lui-même. Chacun ne peut qu'apprécier cet essai qui consiste à décrire bien plus qu'à justifier, et le lecteur sera d'autant plus convaincu

de la justesse de l'analyse qu'il n'est pas effleuré un seul instant par l'idée qu'on cherche à l'en persuader. En effet, l'auteur livre sa pensée avec un certain détachement, à l'exclusion de tout artifice destiné à la faire mieux passer.

Quiconque veut s'en donner la peine a tout loisir de juger des résultats de la politique pratiquée en Suisse depuis un siècle. Les comparaisons sont aisées à établir. Aussi M. Chevallaz n'en dit-il rien. Sommes-nous plus malheureux qu'on ne l'est ailleurs, sommes-nous moins libres ou matériellement moins comblés? Qui le soutiendrait, hormis quelques «artistes amateurs et fils de bourgeois désœuvrés» qui ne voient dans les tréteaux de la politique que l'occasion facile de se mettre en évidence? Encore faut-il préciser en quoi consiste cette philosophie politique, en livrer le contenu. C'est à cela qu'est consacré cet ouvrage, de la première à la dernière page. Avant tout, la tradition politique suisse refuse de prendre «la récitation d'une idéologie prête à porter pour un exercice intellectuel». Enrichis par l'expérience d'autrui dont il n'est jamais défendu de tirer parti, nous ne savons que trop combien «l'histoire est le cimetière des idéologies déçues et de leurs victimes innocentes». Du coup, nous repoussons non l'évolution, fût-elle rapide, mais la révolution porteuse d'excès et de violences inutiles. Nietzsche avait annoncé ce XXe siècle où un nationalisme de bêtes à cornes réclamerait la sélection des vertus viriles.

Allergique aux rêves de grandeur, au culte de la personnalité, aux guides charismatiques, la Suisse moderne a choisi d'être le pays des compromis, de ceux qui sont loin d'être toujours stériles. D'ailleurs, d'autres voies étaient-elles possibles? Après tout, le pragmatisme consiste à juger l'arbre à ses fruits; le nôtre en porte qui sont fort estimés et pas seulement à l'intérieur de nos frontières. Les Suisses ne croient guère aux miracles et se gardent en tout cas de vouloir en faire. «On ne déplace pas les montagnes, on se borne à les percer — non sans histoire parfois — pas toujours utilement» (...).

Loin de représenter une attitude d'abandon, de lâcheté ou de démission, la politique suisse est une entreprise difficile, où l'esprit de conciliation a parfois ses limites. Il faut en certaines circonstances faire preuve d'une extrême fermeté, car «on ne réfute pas le totalitarisme en lui cédant, chez soi, le petit doigt». A la peste totalitaire, il faut opposer à la fois l'esprit et la force. De même, nous nous gardons des grands engouements qui engendrent les excès. Le refus de se battre à tout propos sera peut-être qualifié, par d'aucuns, de résignation. Souvenons-nous pourtant que dans le combat on n'engage pas seulement sa parole, mais le sang des autres.

Les décisions à prendre sont toujours difficiles et l'esprit de mesure ne peut satisfaire pleinement chacun. En effet, le citoyen a en général horreur du doute complet, lui préférant un certain absolu, une bonne dose de manichéisme; il lui faut quelque chose comme un code de la route facile à consulter. En fait, les problèmes qui se posent aujourd'hui à notre pays ne peuvent être résolus harmonieusement par le recours à des dispositions extrêmes. Par exemple, la préoccupation écologique, essentielle, ne saurait être exclusive ou totalitaire ni sombrer dans l'outrance. De même, il ne peut être question de nous isoler du monde, de nous désintéresser du sort des autres: cela n'implique nullement que nous devions renoncer au bénéfice d'inventaire pour faire nôtres la conception universelle de la justice ou les critères de jugements dont s'inspirent certaines organisations internationales. Nous avons moins encore à nous associer à quelque croisade missionnaire ou à quelque expédition justicière aux mobiles et aux effets souvent problématiques.

Le mal qui fut jusqu'ici épargné à la Suisse est l'esprit de révolte. Non pas, cependant, cette explosion brutale qui est l'arme et le droit des opprimés, mais la révolte institutionnalisée, érigée en système politique, constante, parfois mode cultivée, qui débouche fatalement sur la violence aussi aveugle que stérile. Fréquemment, l'étranger s'interroge sur les causes du succès et de la prospérité de notre pays. Il invoque tour à tour des motifs historiques, économiques, parfois géo-politiques, ou simplement notre neutralité ou encore notre structure fédéraliste. Chacune de ces thèses est probablement fondée, mais la raison principale est la moins souvent avancée, lors même qu'elle engendre en partie les autres. Nous devons beaucoup à une philosophie politique que traduit la sagesse de Montaigne: «Il faut vivre du monde et s'en prévaloir tel qu'on le trouve». L'explication du «cas Suisse»? Elle est toute entière dans «Les Raisons de l'Espoir» du Conseiller fédéral G.-A. Chevallaz.

FRANÇOIS SCHALLER

ÉTUDES INTERNATIONALES

Directeur administratif: Albert LEGAULT **Directeur**: Jacques LÉVESQUE
Directeur adjoint: Gérard HERVOUET

Volume X, Numéro 2 — Juin 1979

James ROSENAU: Le touriste et le terroriste ou les deux extrêmes du continuum transnational.

Roma DAUPHIN: L'industrie de l'amiante.

Annemarie JACOMY-MILLETTE: Le rôle des provinces dans les relations internationales.

John KIRTON: Les contraintes du milieu et la gestion de la politique étrangère canadienne de 1976 à 1978.

Paul PILISI: Les pays socialistes de l'Est et l'unité européenne — La tradition dans le socialisme et le socialisme dans la tradition.
I. Le fédéralisme en Europe de l'Est. La perception et la politique régionale est-européenne de l'unité socialiste (1re partie).

ÉTUDES INTERNATIONALES paraît quatre fois par année et est publiée par le Centre québécois de relations internationales affilié à l'Institut canadien des affaires internationales.

Rédaction et administration: Centre québécois de relations internationales, Pavillon de Koninck, Université Laval, Québec, Qué., G1K 7P4 – Tél.: (418) 656-2462 ou 656-5204.

Distribution et abonnement: Les Presses de l'Université Laval, case postale 2447, Québec-Terminus, Qué., G1K 7R4.

Abonnement annuel: quinze dollars – le numéro: quatre dollars – numéro spécial: cinq dollars

L'efficacité des modèles économétriques pour la prévision et pour l'évaluation des mesures de politique économique[5]

Cette brochure est destinée aux utilisateurs des prévisions économétriques américaines. Les auteurs expliquent comment les prévisions et les multiplicateurs sont calculés. Ils indiquent les différences entre les résultats obtenus avec des modèles linéaires et ceux dérivés de modèles non linéaires.

Les nombreuses études sur la qualité des prévisions économiques américaines sont ensuite résumées et une nouvelle analyse (pour la période 1970–75) des prévisions *ex ante* de quatre modèles économétriques est présentée en utilisant plusieurs mesures descriptives.

Les auteurs soulignent la nécessité d'employer les méthodes de l'inférence statistique si l'on veut déterminer correctement la supériorité d'un modèle par rapport à un autre. Toutefois, les données nécessaires ne sont pas disponibles et il faudra encore attendre longtemps avant qu'une conclusion définitive soit obtenue.

La prévision est un art difficile et la meilleure méthode à utiliser n'a pas encore été déterminée. Il y aura toujours des prévisions discordantes sans que l'on puisse savoir à priori quelles sont les meilleures.

AURELIO MATTEI

---

[1] Ivo Rens, William Ossipow: *« Histoire d'un autre socialisme; l'Ecole colinsienne 1840–1940 »*; Baconnière et Payot; Neuchâtel 1979; 207 p.

[2] Jean Carrière: *« L'or jaune et l'or noir »*; Edit. du Seuil, Paris 1976; 252 p.

[3] Orio Giarini, Henri Loubergé: *« La civilisation technicienne à la dérive »*; Dunod, Paris 1979 (152 p.)

[4] G.-A. Chevallaz, Conseiller fédéral: *« Les Raisons de l'Espoir »*; Edit. de l'Aire; Lausanne, 1979 (144 p.)

[5] *Econometric Model Performance in Forecasting and Policy Assessment*, W. Allen Spivey et William J. Wrobleski, American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington, 1979.